



POURQUOI DONALD TRUMP VEUT LE GROENLAND ?

COMMENT DÉFENDRE LE GROENLAND DE L'APPÉTIT AMÉRICAIN ?

Par Sean Scull, Géopolitologue et chargé d'études Etats-Unis
Clémentine Cécillon, Analyste au Millénaire



AVANT-PROPOS

"We need Greenland for national security". Ce sont les mots prononcés par Donald Trump en janvier 2026 au sujet du territoire groenlandais qui fait partie du royaume du Danemark. Cette annonce a fait office de **séisme cognitif dans la mesure où les Danois sont des alliés historiques des États-Unis d'Amérique**. Plus que des alliés, Copenhague adopte depuis plusieurs années une stratégie « *hyper-atlantiste* ».

Le Danemark est l'un des membres fondateurs de l'OTAN en 1949. Copenhague est alignée sur la politique étrangère américaine, le royaume est intervenu aux côtés de Washington dans leur campagne en Afghanistan, en Irak et plus récemment dans le soutien à l'Ukraine face à l'invasion russe de 2022. La coopération sécuritaire et militaire est aussi étroite entre les deux pays : achats de F-35 américains et espionnage par la *National Security Agency* (NSA) depuis le Danemark sur, notamment, la France¹.

De prime abord, le Danemark semble plus américain qu'européen et c'est ce qui explique une difficile prise de conscience du lâchage par les États-Unis d'Amérique. En effet, l'agressivité américaine est un rappel douloureux de l'adage du général de Gaulle selon lequel « *les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts* ». Face à cette véritable douche froide de *realpolitik* trumpiste, la première ministre danoise Mette Frederiksen n'a pas mâché ses mots en affirmant que si les États-Unis d'Amérique attaquaient militairement le Groenland, cela voudrait dire la fin de l'OTAN².

Face à ce paradoxe américain, nous allons nous poser les questions suivantes :

- En quoi le Groenland suscite-t-il l'intérêt des puissances mondiales ?

¹ Le Monde. (2021). Espionnage par la NSA depuis le Danemark : Macron et Merkel veulent que « toute la clarté » soit faite. *Le Monde.fr*.

² Bryant, M. (2026). US attack on Greenland would mean end of Nato, says Danish PM. *The Guardian*.

- Quel est l'intérêt de Donald Trump au Groenland ?
- En quoi cette crise diplomatique a impacté les relations transatlantiques ?
- L'OTAN est-elle en phase de mort cérébrale ou est-ce que l'alliance est sortie renforcée de cette passe d'armes diplomatique ?

Dans une première partie, nous allons explorer la position géostratégique du Groenland entre l'Arctique et l'Atlantique Nord. Dans une deuxième partie, nous aborderons la relation historique et à venir entre Nuuk et Washington. Dans une troisième partie, nous analyserons en quoi cette crise incarne un stress-test pour l'atlantisme.

AVANT-PROPOS	2
<i>LE GROENLAND : UN PIVOT GEOSTRATEGIQUE</i>	<i>5</i>
LE GIUK GAP : UN VERROU STRATEGIQUE.....	5
L'EMERGENCE DE NOUVEAUX CORRIDORS MARITIMES	8
LE TRESOR ARCTIQUE	12
LE GROENLAND, FUTUR HUB NUMERIQUE.....	14
<i>UNE RIVALITE ENTRE LES PUISSANCES QUI REDESSINE LA GEOPOLITIQUE DE L'ARCTIQUE</i>	<i>16</i>
L'ARCTIQUE COMME PILIER DE LA PUISSANCE RUSSE	16
LA PERCEE CHINOISE DANS LE GRAND NORD	17
L'AMBITION AMERICAINE AU GROENLAND	18
L'INDEPENDANCE IMPOSSIBLE ?	20
<i>DE NUUK A WASHINGTON : DES LIENS HISTORIQUES</i>	<i>23</i>
LE TRIANGLE GROENLAND–DANEMARK–ÉTATS-UNIS	23
TRUMP INCARNE LA CONTINUITE DES INTERETS AMERICAINS SUR L'ILE	26
LES DIFFERENTS SCENARIOS POUR UN CONTROLE (OU PAS) DU GROENLAND.....	29
<i>UN STRESS-TEST POUR L'ATLANTISME</i>	<i>32</i>
L'OTAN : VERS UN CHANGEMENT DE NATURE DE L'ALLIANCE TRANSATLANTIQUE	32
CAPACITES EUROPEENNES A ASSUMER SA PROPRE SECURITE	33
L'EPISODE GROENLANDAIS : L'UE FACE A LA REALITE DES ÉTATS-PUISSANCES	35
<i>CONCLUSION</i>	<i>37</i>

LE GROENLAND : UN PIVOT GEOSTRATEGIQUE

LE GIUK GAP : UN VERROU STRATEGIQUE

À la jonction de l'Amérique du Nord et de l'Eurasie, le Groenland occupe une position que la géographie a élevée au rang de donnée stratégique majeure. Dans cette géométrie, l'île commande l'un des passages les plus sensibles du théâtre euro-atlantique : **le GIUK Gap** (Groenland–Islande–Royaume-Uni), c'est-à-dire la zone par laquelle transitent – ou peuvent transiter – les forces navales quittant les mers nordiques pour rejoindre l'Atlantique Nord. Ce couloir maritime constitue un « goulot » opérationnel où se jouent la sûreté des lignes maritimes transatlantiques (SLOC) et la capacité de l'OTAN à masser des renforts vers l'Europe en cas de crise majeure. L'Alliance et les États-Unis y retrouvent ainsi une logique de verrouillage. Pour cause, **la maîtrise du GIUK Gap permet d'empêcher qu'une puissance hostile n'exporte la bataille sous-marine dans l'Atlantique.**



Source: Geopolitical Monitor

L'évolution récente des capacités militaires russes explique le retour du GIUK Gap au centre des préoccupations stratégiques occidentales. Longtemps relégué au second plan après la guerre froide, ce corridor maritime redevient un point de tension majeur dans le contexte de la rivalité croissante entre Moscou et l'OTAN mais aussi entre les États-Unis d'Amérique et la Chine. Trois éléments permettent de comprendre cette dynamique.

Premièrement, **la modernisation de la flotte sous-marine russe modifie l'équilibre opérationnel en Atlantique Nord**. Les sous-marins d'attaque de nouvelle génération, notamment ceux de classe Yasen-M, sont plus silencieux, mieux armés et plus difficiles à détecter. Leur capacité à quitter les mers arctiques pour rejoindre l'Atlantique leur permettrait, en cas de crise, de menacer les côtes américaines ou d'entraver l'arrivée de renforts militaires vers l'Europe. Dans cette perspective, surveiller ce passage devient indispensable pour anticiper et contenir d'éventuelles incursions russes.

Deuxièmement, **la Russie a structuré sa posture militaire autour de la doctrine dite des « bastions »**. Celle-ci vise à protéger ses forces stratégiques – en particulier ses sous-marins nucléaires – dans un espace fortement militarisé autour de la mer de Barents et de la péninsule de Kola. Pour sécuriser cette zone, Moscou déploie des systèmes de défense aérienne, des capacités anti-navires et des moyens de surveillance destinés à dissuader ou retarder toute intervention occidentale. Cette projection d'influence ne se limite pas au seul territoire russe. Elle s'inscrit dans un environnement arctique où Moscou maintient également une présence civile et économique à valeur stratégique, notamment dans l'archipel du Svalbard, au sein de la colonie de Barentsburg. Bien que régie par le traité de 1920 qui garantit la souveraineté norvégienne tout en autorisant une présence étrangère, cette implantation russe entretient une dimension symbolique et géopolitique en matérialisant une continuité d'intérêts russes dans le Haut-Arctique, à proximité immédiate des routes maritimes septentrionales et des zones de déploiement stratégique.

Dans ce contexte élargi, **le GIUK Gap devient une zone charnière au sein d'un espace arctique de plus en plus disputé.** Si les États-Unis d'Amérique et l'OTAN ne parviennent pas à y maintenir une présence crédible et une capacité de suivi efficace, l'Atlantique Nord pourrait redevenir un espace contesté, fragilisant la liaison stratégique entre l'Amérique du Nord et l'Europe. La présence russe à Svalbard, bien qu'officiellement civile, rappelle que la compétition ne se limite pas aux seuls moyens militaires déployés en mer de Barents mais s'inscrit dans une logique d'empreinte territoriale diffuse, où chaque point d'ancrage contribue à structurer un rapport de forces régional. Depuis 2012, la Chine étend également son influence commerciale au Groenland. **Entre 2012 et 2017, les investissements directs étrangers de la Chine représentaient 11 % du PIB de l'île.** De plus, en 2018, la Chine a publié un livre blanc s'autoproclamant comme un « État quasi-arctique » et esquisse son ambition de développer une « route de la soie polaire ». Dans ce livre, Pékin révèle son ambition de développer des routes maritimes et la recherche scientifique dans l'Arctique³.

Enfin, au-delà de la dimension navale, le Groenland joue un rôle central dans la défense du territoire américain face à la menace balistique. L'Arctique constitue la trajectoire la plus directe entre la Russie, la Chine et les États-Unis pour des missiles intercontinentaux⁴. Dans ce domaine, le facteur temps est décisif. Quelques minutes supplémentaires de détection peuvent influencer l'ensemble de la chaîne décisionnelle, depuis l'alerte des autorités jusqu'à l'activation des systèmes de défense. La position géographique du Groenland permet ainsi d'anticiper ces trajectoires polaires et de réduire le risque de surprise stratégique.

Le réinvestissement militaire engagé par les Américains dans l'Arctique et l'Atlantique Nord révèle le retour du GIUK Gap au centre des préoccupations stratégiques. Ainsi, la réactivation en 2018 de la 2e Flotte de l'US Navy, compétente sur l'Atlantique Nord, vise à restaurer une capacité de

³ Hawkins, A. (2026). China sees an opportunity in Greenland, but not in the way that Trump thinks. The Guardian.

⁴ May, C. (2026). The new Greenland deal. FDD.

planification et de conduite d'opérations navales de haute intensité dans cette zone. De même, les États-Unis ont engagé un effort capacitaire dans le domaine arctique, notamment à travers le renouvellement de leur flotte de brise-glaces, longtemps sous-dimensionnée au regard des capacités russes. Ce réarmement logistique, souvent moins visible que les déploiements navals, conditionne pourtant la liberté d'action dans un espace où l'accès physique demeure contraint par l'environnement. Il traduit une volonté de ne pas laisser à Moscou le monopole de la présence opérationnelle dans le Grand Nord.

L'OTAN s'est également inscrite dans cette dynamique avec la création, en 2019, du *Joint Force Command Norfolk*, chargé de la protection des lignes maritimes transatlantiques⁵. Cette réorganisation institutionnelle confirme que la sécurisation du corridor arctique et nord-atlantique ne relève plus d'un simple héritage de la guerre froide, mais d'une priorité stratégique pleinement réactualisée.

LA FONTE DE L'ARCTIQUE REVELE UN NOUVEL ELDORADO STRATEGIQUE

L'EMERGENCE DE NOUVEAUX CORRIDORS MARITIMES

Le recul accéléré de la banquise estivale, conséquence directe du dérèglement climatique, ravive l'idée d'un Nord désormais susceptible d'intégrer les grandes routes du commerce mondial, nourrissant une dynamique de convoitise entre puissances. Il s'inscrit plus largement dans un basculement d'époque : **l'Arctique, longtemps relégué aux marges de la géopolitique mondiale, devient l'un des théâtres révélateurs du passage à un ordre international plus conflictuel et multipolaire, marqué par le retour des États-puissances.**

⁵ IISS (International Institute for Strategic Studies). (2022). Gauging the Gap: The Greenland–Iceland–United Kingdom Gap – A Strategic Assessment. IISS.org.



Durant une grande partie du XXe siècle et au lendemain de la guerre froide, l'Arctique a en effet été envisagé comme un espace de coopération relativement dépolitisé, dominé par des logiques scientifiques, environnementales et de gouvernance internationale. L'exemple de l'archipel du Svalbard illustre cette configuration : régi par un traité garantissant l'accès économique et scientifique à plusieurs États tout en reconnaissant la souveraineté norvégienne, il a longtemps incarné un modèle d'internationalisation pacifiée. Cette lecture d'un « **Arctique laboratoire** » tend aujourd'hui à s'effacer au profit d'une vision beaucoup plus stratégique, dans laquelle les États réinvestissent cet espace comme un prolongement de leurs intérêts de puissance.

Dans ce contexte, l'ouverture progressive de nouvelles routes maritimes ne constitue pas seulement une opportunité économique mais agit comme un catalyseur de rivalités, révélant la réinscription de l'Arctique dans les logiques classiques de compétition entre puissances. Le passage du Nord-Ouest, longeant l'archipel arctique canadien jusqu'au détroit de Béring, incarne cette promesse ambivalente. Longtemps prisonnier des glaces, dépourvu d'infrastructures portuaires structurantes et ouvert seulement lors de fenêtres estivales étroites, il n'a connu qu'un nombre très limité de transits commerciaux significatifs en un siècle. Son intérêt réside moins, à ce stade, dans sa rentabilité effective que dans la perspective stratégique qu'il ouvre d'un axe transocéanique susceptible de redessiner la géographie des échanges et de modifier les équilibres entre puissances maritimes.

La Route maritime du Nord, longeant les côtes sibériennes, présente quant à elle une matérialité plus affirmée. Son trafic a atteint environ 35 millions de tonnes en 2023, niveau inédit traduisant la volonté russe de structurer un corridor arctique sous contrôle national. Cette ambition repose sur des investissements conséquents : modernisation de ports en eau profonde tels que Mourmansk ou Arkhangelsk, déploiement d'une flotte d'environ quarante brise-glaces permettant d'allonger la période de navigabilité à près de six mois par an. À travers cette stratégie, Moscou cherche à instituer un espace maritime dont elle maîtrise les conditions d'accès, d'escorte et de sécurisation. Cette ambition de développer la route maritime du Nord rejoint celle de la Chine qui ambitionne de développer la « route de la soie polaire ». Comme l'illustre la carte ci-dessous, cette route maritime du Nord permettrait à la flotte chinoise de rejoindre l'Europe de l'Ouest plus rapidement. En octobre 2025, un porte-conteneurs chinois a inauguré la première ligne régulière de fret via l'Arctique, signal que la Route maritime du Nord commence à être envisagée comme une alternative stratégique aux grands canaux traditionnels.



Source: The Guardian

Les avantages potentiels de ces routes polaires expliquent l'intérêt qu'elles suscitent. **En réduisant de 20 à 30 % la distance entre l'Asie orientale et l'Europe du Nord par rapport aux itinéraires via Suez ou Panama, elles promettent un gain substantiel en temps et en consommation énergétique.** Elles offrent également une alternative aux points d'étranglement géopolitiques — détroit de Malacca, mer Rouge, canal de Suez — exposés aux tensions régionales, à la piraterie ou aux crises politiques. Dans un contexte marqué par la vulnérabilité accrue des chaînes d'approvisionnement mondialisées, la diversification des corridors apparaît comme un levier de résilience stratégique.

Ainsi, l'essor des passages arctiques attise les convoitises et ravive des controverses sur leur statut au regard du droit international de la mer. Le Canada considère le passage du Nord-Ouest comme relevant de ses eaux intérieures et revendique, à ce titre, le droit d'en contrôler strictement l'accès, notamment pour des raisons environnementales et de sécurité. La Russie adopte une position analogue concernant la Route maritime du Nord, qu'elle rattache à son plateau continental et à ses archipels arctiques (elle impose des procédures obligatoires de pilotage et d'assistance par brise-glace, assorties de droits de passage).

Les États-Unis et l'Union européenne contestent en principe ces interprétations extensives de la souveraineté, estimant que ces détroits devraient relever du régime de la navigation internationale prévu par la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Pour autant, ils évitent jusqu'à présent la confrontation juridique frontale. **La pratique dominante consiste à emprunter ces routes sous le régime du « passage inoffensif », sans reconnaître formellement les prétentions canadiennes ou russes.** Cette prudence révèle l'équilibre délicat entre défense de la liberté de navigation et volonté de ne pas transformer l'Arctique en théâtre de crise ouverte.

Toutefois, la rhétorique de l'« eldorado arctique » doit être nuancée par des contraintes persistantes : navigation périlleuse, coûts élevés, infrastructures de secours limitées, saisonnalité encore marquée. Ces facteurs freinent, à court terme, l'essor d'un trafic massif. Mais dans les faits, il n'en demeure pas moins que la seule possibilité de routes alternatives, combinée à la perspective d'exploitation accrue des ressources nordiques, suffit à intensifier les rivalités de souveraineté et les stratégies d'implantation.

LE TRESOR ARCTIQUE

Si l'ouverture des routes maritimes confère à l'Arctique une valeur stratégique nouvelle, l'intensité des convoitises s'explique également par ce que recèle son sous-sol. L'espace polaire concentre, **selon les estimations de l'US Geological Survey (2008), près de 13 % des ressources mondiales de pétrole non découvertes et environ 30 % du gaz naturel encore inexploité. La découverte, en 2014, d'un gisement estimé à 87 milliards de barils en mer de Kara a ravivé l'idée d'un ultime front énergétique.** Ces chiffres nourrissent la conviction que le Grand Nord pourrait, à terme, peser sur la sécurité énergétique des grandes puissances et alimentent des stratégies d'anticipation.

La compétition se révèle tout aussi structurante dans le domaine minier. À l'heure où la transition énergétique et la souveraineté technologique reposent sur l'accès à des métaux critiques, le Groenland apparaît comme un territoire d'importance singulière. L'île concentrerait jusqu'à un quart des réserves mondiales de terres rares, indispensables aux technologies numériques, aux énergies renouvelables et aux systèmes d'armement avancés. Le site de Kvanefjeld, l'un des plus vastes gisements identifiés, associe terres rares et uranium, conférant à cette exploitation potentielle une dimension stratégique manifeste. Également, **dans le Grand Nord canadien, la mine de Mary River, au Nunavut, renferme plus de 350 millions de tonnes de minerai de fer à haute teneur.** Ces ressources placent l'Arctique au cœur des chaînes de valeur industrielles contemporaines et des politiques de sécurisation des approvisionnements.

À ces richesses du sous-sol s'ajoutent celles des mers. Le déplacement progressif des espèces halieutiques vers le nord, sous l'effet du réchauffement des eaux, ouvre de nouveaux espaces de pêche. **Certaines projections estiment que jusqu'à 70 % des stocks mondiaux de poissons blancs pourraient, à terme, se concentrer dans les zones arctiques.** Pour des économies comme celle du Groenland, **dont près de 90 % des exportations reposent déjà sur la pêche**, l'enjeu est existentiel. L'accès à ces ressources marines devient ainsi un facteur structurant des revendications maritimes et des stratégies de présence⁶.

Cette abondance potentielle attire des acteurs au-delà du cercle arctique, parmi lesquels la Chine manifeste un intérêt soutenu pour les terres rares groenlandaises, dans une logique de sécurisation de ses chaînes d'approvisionnement industrielles et technologiques. À ce jour, il est estimé que la Chine représente déjà 70 % de l'extraction mondiale de terres rares et 90 % de leur transformation⁷. Ainsi, leur mainmise sur les terres rares du Groenland leur assurerait un quasi-monopole et c'est un scénario que Donald Trump ne peut pas envisager. Or, les États-Unis d'Amérique sont déjà très dépendants de l'importation de terres rares : **en 2024, 80 % de leur consommation en terres rares était importée, notamment de Chine**⁸.

Pour autant, la promesse de richesse ne se traduit pas mécaniquement par une exploitation sans entrave. Les coûts logistiques élevés, l'isolement des sites, l'insuffisance d'infrastructures et la fragilité d'un écosystème particulièrement vulnérable constituent des freins puissants. Conscients des risques de tension, les cinq États riverains de l'océan Arctique ont affirmé leur engagement à régler pacifiquement leurs différends territoriaux,

⁶ IRSEM (Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire). (2025). L'Arctique : une réserve de ressources naturelles et un potentiel de connectivité. Observatoire de l'Arctique. (s.d.). L'enjeu des câbles marins de fibre optique en Arctique. Observatoire-arctique.fr.

⁷ Moller-Nielsen, T. (2025). L'UE et la Chine cherchent des « solutions urgentes » aux restrictions sur les terres rares. Euractiv.

⁸ Helmore, E. (2025). Inside Trump's scramble to reduce US dependence on Chinese rare-earth metals. The Guardian.

notamment ceux relatifs à l'extension des plateaux continentaux autour de la dorsale de Lomonossov, dans le cadre du droit international. En 2018, un moratoire international a même été adopté pour interdire toute pêche industrielle en haute mer arctique tant que ses effets n'auront pas été scientifiquement évalués.

LE GROENLAND, FUTUR HUB NUMERIQUE

À la convoitise des ressources matérielles s'ajoute désormais celle des flux immatériels. L'Arctique tend à devenir une nouvelle autoroute de l'information. En effet, dans un monde où la puissance se mesure aussi à la maîtrise des données, la position du Groenland acquiert une signification inédite. Située sur l'arc le plus court entre l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie, l'île apparaît comme un futur nœud de connectivité transarctique.

L'Arctique demeure aujourd'hui le dernier océan dépourvu de maillage complet en fibre optique. Plusieurs projets de câbles sous-marins sont en cours, à commencer par le programme *Far North Fiber*, dont la mise en service est annoncée pour 2026. Ce tracé doit relier le Japon à l'Europe en passant par l'Arctique canadien et le Groenland. **En empruntant la trajectoire polaire, la distance entre l'Asie et l'Europe se trouve significativement réduite, avec une baisse estimée d'environ 30 % de la latence des communications.** Un tel gain revêt une importance stratégique pour les transactions financières à haute fréquence, la gestion des marchés globaux et les communications sécurisées.

Le Groenland occupe déjà une position charnière dans cette architecture. **Le câble *Greenland Connect*, reliant Nuuk à l'Islande et à l'Amérique du Nord, assure une connectivité alternative entre les deux rives de l'Atlantique.** Cette infrastructure, conçue à l'origine comme un relais de sécurité, prend aujourd'hui une dimension stratégique accrue. Les câbles sous-marins, qui transportent l'essentiel du trafic mondial de données, constituent des actifs critiques mais vulnérables. Les capacités de sabotage ou d'interception (illustrées par l'activité de navires spécialisés capables d'opérer à grande profondeur) nourrissent les inquiétudes occidentales.

Dans ce contexte, les futurs câbles arctiques ne seront pas de simples conduits numériques mais intégreront des capteurs acoustiques et sismiques susceptibles de détecter des activités sous-marines suspectes. L'infrastructure civile se mue ainsi en outil de surveillance passive, contribuant indirectement à la sécurisation du GIUK Gap.

La dimension numérique s'étend également aux centres de données. Le climat polaire du Groenland offre un avantage structurel puisque le refroidissement naturel des installations permet de réduire significativement la consommation énergétique (jusqu'à 40 % selon certaines estimations). Dans un contexte de pression croissante sur la sobriété énergétique des géants du numérique, cet atout climatique devient un argument économique. L'opérateur national Tusass développe ainsi un important centre de données à Nuuk, dont l'ouverture est prévue en 2026. Ces évolutions n'échappent pas aux rivalités de puissance. La maîtrise des infrastructures de télécommunications constitue un enjeu de souveraineté stratégique. Les États-Unis suivent de près tout investissement étranger dans les réseaux groenlandais, considérant que les câbles et les équipements numériques de l'Arctique forment un maillon critique de la sécurité transatlantique. Washington a ainsi exercé des pressions sur Copenhague afin d'écarter les fournisseurs chinois, notamment Huawei, des projets de 5G et de câbles sous-marins au Groenland.

UNE RIVALITE ENTRE LES PUISSANCES QUI REDESSINE LA GEOPOLITIQUE DE L'ARCTIQUE

L'ARCTIQUE COMME PILIER DE LA PUISSANCE RUSSE

Pour Moscou, l'Arctique constitue un espace structurant de la souveraineté nationale et de la projection stratégique. La Russie concentre près de la moitié des côtes arctiques et envisage le Grand Nord comme un prolongement direct de son territoire, indissociable de sa sécurité, de sa profondeur stratégique et de son statut de grande puissance.

Sur le plan économique, la Route maritime du Nord occupe une place nodale dans cette conception. Si les volumes actuels (de l'ordre de quelques dizaines de millions de tonnes annuelles) demeurent éloignés des flux transitant par le canal de Suez, l'ambition russe s'inscrit dans une temporalité longue. Ainsi, **près de 20 milliards d'euros d'investissements sont annoncés à l'horizon 2035 afin de moderniser les infrastructures portuaires sibériennes, de renforcer les capacités logistiques et de consolider une flotte de brise-glaces déjà prédominante.** Ces ambitions s'inscrivent dans une stratégie de maîtrise des flux cherchant à instituer un corridor placé sous juridiction nationale, susceptible d'assurer, dans des conditions progressivement stabilisées, la liaison entre l'Asie et l'Europe.

Mais cette orientation économique s'appuie également sur un dispositif militaire substantiel. La Flotte du Nord, établie sur la péninsule de Kola, représente l'un des piliers de la dissuasion stratégique russe. Elle aligne des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ainsi que des bâtiments de surface de premier rang. La Russie dispose en outre de la plus vaste flotte de brise-glaces au monde (plus de quarante unités, dont huit à propulsion nucléaire), à laquelle s'ajoutent de nouveaux patrouilleurs capables d'opérer en milieu polaire tout en étant dotés de missiles de croisière Kalibr.

Récemment, la réactivation de bases aux hautes latitudes témoigne d'une volonté d'ancrage durable : achèvement en 2021 d'une piste de 3 500 mètres sur l'archipel François-Joseph, déploiement de systèmes de défense aérienne S-400 en Nouvelle-Zemble, installation de stations radar supplémentaires le long du littoral arctique. De même, les exercices militaires conduits annuellement dans le Grand Nord (manœuvres amphibies, tirs de missiles depuis bâtiments de surface et sous-marins nucléaires) confirment le maintien d'une capacité opérationnelle complète. Présentée comme défensive, cette posture vise à sanctuariser un espace jugé vital.

LA PERCEE CHINOISE DANS LE GRAND NORD

Bien que dépourvue de façade arctique, la Chine a intégré le Grand Nord dans sa réflexion stratégique de long terme. **La publication, en 2018, d'un Livre blanc qualifiant Pékin d'« État proche arctique » a marqué une inflexion doctrinale significative.** L'inscription de la « Route de la Soie polaire » dans le prolongement de la Belt and Road Initiative manifeste la volonté de ne pas demeurer en retrait des recompositions géopolitiques en cours.

Les motivations chinoises procèdent d'un double impératif. D'une part, comme nous l'avons vu, les routes polaires offrent la perspective d'un corridor alternatif susceptible de réduire la dépendance aux détroits traditionnellement surveillés par les marines occidentales. D'autre part, l'Arctique constitue un réservoir potentiel de ressources énergétiques et minérales jugées stratégiques pour la croissance industrielle et technologique chinoise.

Cette orientation chinoise s'est traduite par une participation substantielle aux projets gaziers russes Yamal LNG et Arctic LNG 2 sur la péninsule de Gydan, par le cofinancement d'infrastructures portuaires à Arkhangelsk et Mourmansk, ainsi que par l'acquisition de navires brise-glaces destinés aux compagnies chinoises. **En 2023, l'inauguration d'une ligne maritime**

régulière saisonnière entre la Chine et l'Europe via l'Arctique a matérialisé cette stratégie d'insertion progressive.

Au Groenland, les propositions d'investissement dans les gisements de terres rares et d'uranium de Kvanefjeld, de même que dans des infrastructures aéroportuaires, ont suscité des réserves marquées à Copenhague et à Washington. Ces initiatives, présentées sous l'angle du développement économique, ont été perçues comme susceptibles d'engendrer une dépendance stratégique dans un espace relevant historiquement de la sphère euro-atlantique.

Sur le plan militaire, la présence chinoise demeure limitée : absence de bases permanentes, absence de déploiement structuré. Néanmoins, la multiplication, depuis 2022, de patrouilles aériennes stratégiques conjointes avec la Russie à proximité de l'Alaska, ainsi que des passages navals en mer de Béring, signalent une volonté de familiarisation avec le théâtre arctique et une convergence tactique ponctuelle face aux États-Unis.

L'AMBITION AMERICAINE AU GROENLAND

Pour les États-Unis, le Groenland représente une pièce maîtresse de l'architecture de sécurité nord-américaine. Sa position, à l'interface de l'Arctique et de l'Atlantique Nord, en fait un verrou géographique essentiel pour la défense du territoire continental et la préservation du lien transatlantique. Cette centralité explique la constance de l'intérêt américain pour le territoire groenlandais.

En effet, dès l'achat de l'Alaska en 1867, Washington envisage le Groenland comme le complément naturel de son dispositif arctique. L'île permettrait d'achever la continuité stratégique du flanc nord-américain et de contrôler l'accès au corridor groenlando-islandais-britannique.

Plusieurs tentatives jalonnent cette histoire. En 1869, un projet d'achat est envisagé sans aboutir. En 1910, une proposition d'échange territorial avec le Danemark est formulée, mais rejetée. En 1946, dans le contexte naissant de

la guerre froide, **les États-Unis proposent formellement l'acquisition du Groenland pour 100 millions de dollars** ; Copenhague décline. Des discussions informelles se poursuivent dans les années 1950, sans succès. À chaque étape, le Danemark oppose un refus, soucieux de préserver son intégrité territoriale.

Cette répétition éclaire la permanence de l'intérêt américain. Le Groenland est perçu comme un avant-poste stratégique, susceptible de renforcer la profondeur défensive des États-Unis et d'asseoir leur maîtrise du flanc septentrional.

À défaut d'acquisition, Washington consolide sa position par la présence militaire. L'accord de défense bilatéral conclu en 1951 avec le Danemark constitue un tournant décisif. Il accorde aux États-Unis des droits étendus au Groenland : libre utilisation de territoires à des fins militaires, possibilité d'y établir des bases, d'y déployer troupes et équipements sans contrôle opérationnel danois direct.

La base aérienne de Thulé (aujourd'hui Pituffik) devient alors un élément structurant du réseau nord-américain de défense durant la guerre froide. Intégrée à l'architecture d'alerte avancée et de surveillance stratégique, elle participe à la protection du territoire continental face à la menace soviétique.

Les déclarations de Donald Trump, en 2019 puis après son retour au pouvoir en 2024, ont conféré à cette constante stratégique une dimension spectaculaire. L'évocation publique d'un achat du Groenland s'inscrit dans une rhétorique volontiers assumée de « **Destinée manifeste** », qui a surpris par sa franchise mais qui n'est pas dénuée de logique stratégique. L'intérêt américain pour le Groenland réside dans la nature de la puissance étatsunienne. Du fait de sa position géographique isolée, la puissance américaine est maritime. En d'autres mots, les États-Unis considèrent la maîtrise des mers comme un levier de puissance indispensable, tant pour la sécurité nationale que pour la projection de leur influence à l'échelle

mondiale. Leur présence militaire et économique dans les zones stratégiques (détroits, régions polaires) leur permet de contrôler les principales routes maritimes et de peser sur les équilibres géopolitiques. Les États-Unis sont la première puissance maritime mondiale en 2026. Ils possèdent par ailleurs la marine la plus puissante au monde, avec 11 porte-avions. Cette nature maritime et non continentale de la puissance américaine est la raison pour laquelle Donald Trump voudrait contrôler le Groenland ainsi que ses routes maritimes stratégiques. Si l'ambition de Donald Trump était seulement territoriale, il pourrait se contenter d'envahir et d'occuper la totalité du continent américain.

Ces propos ont toutefois suscité une réaction immédiate à Copenhague. En février 2025, la Première ministre Mette Frederiksen a réaffirmé que « le Groenland n'est pas à vendre », soulignant la dimension souveraine et identitaire du dossier.

L'INDEPENDANCE IMPOSSIBLE ?

Au cœur de ces rivalités de puissance, le Groenland s'affirme comme un acteur politique en quête de pleine souveraineté. Inscrit depuis 1946 sur la liste des territoires non autonomes au titre du Chapitre XI de la Charte des Nations unies, l'île ne dispose pas de l'ensemble des attributs régaliens. Si l'autonomie interne a été progressivement consolidée — du **Home Rule de 1979 au Self-Government Act de 2009** — la défense, la politique étrangère et les questions de sécurité demeurent sous la responsabilité du Royaume du Danemark.

Dans la société groenlandaise, majoritairement inuit, l'indépendance constitue un horizon largement partagé. Elle s'inscrit dans une volonté de reconnaissance nationale, mais aussi dans le refus d'être réduite à un simple espace stratégique disputé par des puissances extérieures. Les déclarations américaines évoquant un éventuel rachat de l'île ont ainsi été perçues comme une forme de négation de cette subjectivité politique, suscitant des réactions de rejet tant parmi les responsables politiques que dans l'opinion publique.

Pour autant, cette aspiration à l'indépendance ne se traduit pas par un consensus sur ses modalités ni sur son calendrier. Le paysage politique groenlandais révèle des lignes de fracture significatives. Les principaux partis, tels que **Inuit Ataqatigiit** (gauche écologiste) et **Siumut** (social-démocrate), soutiennent l'objectif d'indépendance, mais divergent sur la stratégie à adopter : le premier privilégie une trajectoire prudente, conditionnée à la consolidation d'une autonomie économique réelle, tandis que le second se montre historiquement plus volontariste, bien que désormais plus nuancé. À l'inverse, des formations comme **Demokraatit** (centre libéral) ou **Atassut** (unioniste) défendent le maintien du lien avec le Danemark à moyen terme, estimant que les conditions d'une souveraineté viable ne sont pas réunies.

Cette division se reflète dans l'opinion publique : si une majorité de Groenlandais se déclare favorable à l'indépendance comme objectif à long terme, les enquêtes montrent également une forte réticence à une indépendance immédiate, en raison des incertitudes économiques qu'elle implique. L'indépendance apparaît ainsi moins comme un projet à court terme que comme un horizon conditionnel, dépendant de la capacité du territoire à assurer sa propre viabilité.

En effet, la principale contrainte demeure économique. A ce jour, le Groenland reste fortement dépendant des transferts budgétaires danois, qui s'élèvent à environ **520 millions d'euros par an** et représentent une part décisive des recettes publiques. À ces flux s'ajoutent des financements européens significatifs (de l'ordre de 225 millions d'euros sur 7 ans). Cette dépendance structurelle limite la marge de manœuvre politique. Ainsi, une rupture avec Copenhague supposerait soit une transformation profonde de l'économie locale — notamment par l'exploitation des ressources minières et énergétiques — soit le recours à un soutien extérieur massif. Or, une telle option risquerait de substituer une dépendance à une autre, posant la question d'une souveraineté formelle mais contrainte dans les faits.

Cette tension entre aspiration politique et contraintes matérielles place le Groenland dans une position d'équilibre instable. Le maintien du statu quo offre des garanties de stabilité financière et institutionnelle, tout en permettant aux États-Unis de conserver leur présence militaire dans un cadre juridiquement sécurisé. Dans le même temps, d'autres acteurs, au premier rang desquels la Chine, cherchent à accroître leur influence économique, notamment dans le secteur minier et les infrastructures, ouvrant la possibilité de nouveaux arbitrages stratégiques pour Nuuk.

Ainsi, le Groenland se trouve à la croisée de dynamiques qui dépassent largement son poids démographique. Entre affirmation nationale, dépendance économique et pressions géopolitiques, la trajectoire vers l'indépendance apparaît moins comme un processus de négociation permanente. Pour les Groenlandais, l'enjeu réside principalement dans la capacité à définir les conditions et préserver l'effectivité de leur souveraineté dans un environnement stratégique de plus en plus contraint⁹.

⁹ IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques). (2020). Groenland-États-Unis : vers un mariage de raison ? [Iris-france.org](https://iris-france.org).
Sud Ouest. (2024). Groenland : comment Russie et Chine sont vraiment présentes dans l'Arctique. [Sudouest.fr](https://sudouest.fr).

DE NUUK A WASHINGTON : DES LIENS HISTORIQUES

LE TRIANGLE GROENLAND-DANEMARK-ÉTATS-UNIS

La souveraineté du Groenland est en théorie danoise mais dans la pratique elle est partagée entre le Groenland, le Danemark et les États-Unis d'Amérique.

Le Groenland est un territoire autonome de 56 000 personnes rattaché au royaume du Danemark. La superficie de l'île est de plus de deux millions de kilomètres carrés. Elle est située au nord-est du Canada, dont elle est séparée de 26 kilomètres par le détroit de Davis. Le Groenland est une colonie danoise depuis 1721 et c'est aujourd'hui un territoire autonome sur le plan juridique et politique depuis 1979. Le Groenland dispose de son propre parlement (*Inatsisartut*), de son gouvernement (*Naalakkersuisut*) et de sa propre fonction publique. Les Groenlandais jouissent d'une compétence en la matière dans 32 domaines comme en matière de police et de justice, mais la politique monétaire, de la défense et la politique étrangère restent sous le contrôle de Copenhague. De ce fait, le Danemark est présent militairement sur place pour assurer la sécurité de l'île. En 2025, le royaume a octroyé 4,3 milliards d'investissement supplémentaires pour renforcer la présence militaire sur l'île. Puis, **le Groenland reste dépendant de la métropole danoise qui verse des subventions, environ 520 millions d'euros par an, soit près de 20 % du PIB groenlandais**¹⁰.

Les relations entre Copenhague et Nuuk n'ont pas toujours été aussi équitables à travers l'histoire. En effet, le Danemark a mené durant le 20^e siècle une politique eugéniste de stérilisation des femmes et de promotion de la culture danoise sur l'île au mépris des traditions locales. Ces politiques

¹⁰ La-Croix.com. (2025, 5 mars). Groenland : le rêve d'indépendance d'une île « ni danoise ni américaine ». *La Croix*.

racialistes ne sont pas propres au Danemark, il s'agissait de pratiques courantes en Scandinavie durant le siècle dernier. À titre d'exemple, le voisin suédois avait jusqu'en 1956 un institut de biologie raciale à Uppsala. Toutefois, les politiques de stérilisations forcées continuèrent jusqu'en 1972 en Suède¹¹. Malgré cette histoire compliquée, un sondage par le journal danois Berlingske de janvier 2026 illustre que **85% des Groenlandais sont contre l'idée d'un rattachement aux États-Unis d'Amérique**¹².

Précisons que le Groenland n'est pas tout à fait un territoire européen comme la France ou l'Italie. Il s'agit plutôt d'un territoire d'outre-mer associé à l'Union européenne. Les ressortissants des territoires d'outre-mer sont des citoyens européens, mais ces territoires d'outre-mer ne font pas partie du territoire de l'UE (c'est par exemple le cas de la Polynésie française également). Puis, comme nous l'illustrons plus haut, géographiquement l'île est plus proche du continent américain qu'europpéen. Par ailleurs, **les Groenlandais ne sont pas connus pour leur grande europhilie, 70,8% des Groenlandais ont voté contre l'entrée du Danemark dans la Communauté économique européenne en 1972**. C'est la raison pour laquelle le Danemark leur a octroyé un statut d'autonomie en 1979¹³.

Les États-Unis considèrent historiquement le Groenland comme un maillon essentiel de leur sécurité nationale. Depuis le XIX^e siècle, plusieurs gouvernements américains ont fait part de leur intention d'acheter l'île au Danemark de la même manière que les États-Unis avaient acheté, au XIX^e siècle, la Louisiane à la France (1803) ou encore l'Alaska à la Russie (1867). De plus, la présence américaine au Groenland est ancienne, déjà lors de la Seconde Guerre mondiale l'île était un protectorat américain pour la protéger de l'influence allemande. L'île représentait un atout stratégique avec des minéraux rares qui étaient utilisés pour la fonte de l'aluminium, essentiel à la construction d'avions pendant la guerre. De surcroît, les

¹¹ Edling, L. (2026). *Rasbiologiska institutet*. Populär Historia.

¹² Le Parisien. (2025). 85 % des Groenlandais interrogés ne veulent pas faire partie des États-Unis, selon un sondage. *leparisien.fr*.

¹³ vie-publique.fr. (2026, 20 janvier). *Groenland, Danemark, Union européenne : quelles relations ?*

données météorologiques recueillies sur l'île se sont avérées essentielles pour les prévisions sur les champs de bataille. Puis, depuis le début de la guerre froide, les États-Unis disposent, par un accord signé en 1951 et renouvelé en 2004, d'une importante base spatiale à Pituffik (anciennement la base aérienne de Thulé) dans l'extrême nord-ouest de l'île¹⁴. Il s'agit à ce jour d'une **petite base composée de 150 militaires assurant la défense antimissile et la surveillance spatiale**¹⁵.



Source: POOL/AFP via Getty Images

¹⁴ Bierman, P. (2026). US military has a long history in Greenland, from mining during WWII to a nuclear-powered Army base built into the ice. *The Conversation*. <https://doi.org/10.64628/aai.qmtpfwhat>

¹⁵ Nierenberg, A and Gettleman, J. (2026). How Many Bases Does America Have in Greenland Now?. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2026/01/23/world/europe/trump-greenland-military-bases.html>

TRUMP INCARNE LA CONTINUITE DES INTERETS AMERICAINS SUR L'ILE

Donald Trump va remettre au goût du jour une politique américaine au Groenland qui a déjà fait ses preuves par le passé lors de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide. En d'autres termes, son projet d'étendre l'influence américaine est dans la continuité des intérêts américains sur l'île. Précisons également que les actions de Donald Trump font partie d'une doctrine plus large, étant la *doctrine Monroe*. Concrètement, Trump estime qu'il a le droit de vie ou de mort sur l'hémisphère américain et surtout au Groenland, qu'il estime avoir été délaissé par l'Europe au profit des Russes et des Chinois.



Source: Cornell University/Persuasive Cartography/PJ Mode
Collection/Wikimedia Commons.

La doctrine Donroe peut se résumer de la manière suivante. Ce terme illustre un retour assumé de la doctrine Monroe à l'ère trumpiste. Pour John Mearsheimer, ce retour de cette doctrine illustre l'objectif d'un État qui est de dominer sa région et d'empêcher qu'un pays concurrent vienne le rivaliser. Le deuxième mandat de Donald Trump (depuis janvier 2025) est marqué par une politique expansionniste et interventionniste en Amérique

latine, avec une répression à l'encontre de régimes perçus comme hostiles vis-à-vis de Washington (Venezuela, Cuba et la Colombie) couplée à un soutien affiché aux candidats et gouvernements de droite ou d'extrême droite (Argentine, Chili et El Salvador). Trump a explicitement réinterprété la doctrine Monroe, affirmant que les États-Unis doivent dominer l'hémisphère occidental pour garantir leur accès aux ressources stratégiques et aux chaînes d'approvisionnement. Son administration considère l'Amérique (y compris le Groenland) comme une zone d'influence vitale qu'elle doit contrôler¹⁶.

Ainsi, Trump privilégie au Groenland la primauté stratégique et la logique d'exclusion des rivaux. Les intérêts sont principalement motivés par des enjeux géostratégiques, économiques et de sécurité nationale. Premièrement, au niveau des ressources naturelles et des terres rares. Le Groenland possède d'importantes réserves de minerais stratégiques (terres rares, uranium, etc.), essentielles pour les nouvelles technologies. La Commission géologique du Danemark et du Groenland disposerait d'environ sept gisements de « terres rares », représentant environ 36 millions de tonnes de terres rares identifiées. **De mettre la main sur ses terres rares arrangerait Donald Trump car il réduirait sa dépendance à l'égard de la Chine qui concentre 90% de la production mondiale de terres rares**¹⁷.

Deuxièmement, pour la position géostratégique qu'occupe l'île dans l'Arctique. Contrôler ce territoire permettrait aux États-Unis de renforcer leur présence face à la Russie et à la Chine, et de sécuriser des routes maritimes stratégiques qui prennent de l'importance avec la fonte des glaces. Troisièmement, l'intérêt de Donald Trump est motivé par un besoin de sécuriser l'espace aérien américain en marge de son projet de défense antimissile du *Golden Dome*. L'idée de l'administration Trump est de créer

¹⁶ Scull, S. (2026). Le trumpisme survivra-t-il à Donald Trump ?. Le Millénaire.

¹⁷ Lippert, C. (2026). [Carte] Terres rares et minerais : pourquoi le sol du Groenland attire les convoitises. *Touteurope.eu*.

un système de défense sur le modèle de l'Initiative de défense stratégique de l'ère Reagan, plus connue sous le nom de « Guerre des étoiles »¹⁸.



Source : AFP

Ainsi, on pourrait rétorquer : pourquoi Trump a besoin de contrôler la souveraineté du Groenland lorsque les États-Unis d'Amérique représentent une partie importante de l'architecture sécuritaire ? C'est justement cette différence d'approche qui distingue Trump. de ses prédécesseurs. Il veut la souveraineté de l'île et ne se contente plus d'accords sécuritaires. Or, c'est la raison pour laquelle il a choqué jusque dans son propre camp. L'ancien chef de file républicain au Sénat Mitch McConnell s'est interrogé en quoi une mainmise sur la souveraineté du Groenland permettrait à l'Amérique d'avancer ses intérêts dans l'Arctique, surtout quand on considère que les Danois coopèrent sur le plan sécuritaire.

¹⁸ Davis, M. (2026). *Why Greenland is important for Golden Dome* | *The Strategist*. The Strategist.

LES DIFFERENTS SCENARIOS POUR UN CONTROLE (OU PAS) DU GROENLAND

Après plusieurs jours de tensions autour du Groenland, **Donald Trump a affirmé à Davos, le 21 janvier, qu'il annulait sa menace de droits de douane sur le Groenland et les alliés européens puisque l'OTAN a accepté le « cadre » d'un futur accord sur l'Arctique.** Le 47^{ème} président américain a affirmé qu'un accord d'une durée indéterminée qui sécuriserait les intérêts américains sur l'île était en cours de négociations. Il a personnellement remercié la personne de Mark Rutte, le secrétaire général de l'OTAN qui aurait aidé à trouver un compromis entre les parties américaine et danoise¹⁹.

Le problème est qu'il n'y a pas vraiment d'accord à ce jour et ce qui est décrit par Trump est une forme de *statu quo* dans lequel Washington se replie pour très certainement mieux contre-attaquer dans le futur. Car tous les ingrédients pour une deuxième escalade sont présents. D'un côté, la première ministre danoise, Mette Frederiksen, ainsi que le premier ministre groenlandais Jens-Frederik Nielsen affirment que la souveraineté du Danemark sur le Groenland n'est pas négociable. Or, de l'autre côté, les sources du *New York Times* affirment que l'ébauche du pseudo-accord de Trump consisterait à ce que le Danemark cède sa souveraineté sur de petites zones du Groenland où les États-Unis construiraient des bases militaires. Ce serait un accord similaire au statut de deux bases militaires à Chypre, qui sont sous souveraineté britannique depuis l'indépendance de 1960²⁰. De plus, *The Hill* rapporte en marge de la conférence sur la sécurité de Munich que Mette Fredriksen estime que Trump est toujours sérieux à l'idée de vouloir contrôler le Groenland et en faire le 51^e État américain²¹.

¹⁹ Afp, L. M. W. A. A. (2026). Trump cancels tariff threat over Greenland, says NATO agreed to « framework » of future Arctic deal. *Le Monde.fr*.

²⁰ Kola, P. (2026). *What we know about Trump's « framework of a future deal » over Greenland.*

²¹ Rego, M. (2026). Danish PM says Trump still 'very serious' about acquiring Greenland. *The Hill*.

Or, **quelles seraient les propositions que Trump pourrait mettre sur la table pour s'accaparer le Groenland ?**

Le premier étant la proposition que nous avons abordée plus haut sur le modèle de la Chypre, où **les bases américaines au Groenland seraient sous la souveraineté américaine, c'est-à-dire territoire étasunien.**

Le deuxième scénario serait **l'achat du Groenland par les États-Unis d'Amérique sur le modèle de la vente de la Louisiane en 1803 par la France napoléonienne.** Des conseillers de Donald Trump auraient proposé un rachat de l'île pour une somme de 100 000 dollars par habitant. Par ailleurs, Washington a déjà proposé de racheter le Groenland à trois occasions : en 1867, en 1946 et en 2019.

Le troisième scénario serait celui **d'une souveraineté américaine sur le Groenland qui s'exercerait sur le modèle d'un accord d'association plutôt que d'une inclusion formelle aux États-Unis d'Amérique.** Ce serait un accord sur le modèle de la relation entre Washington et Palaos. Les deux pays sont liés par un accord-cadre de libre-association, dénommé le "*Compact of free association*", signé le 1^{er} octobre 1994 pour une période de 30 ans. Cet accord prévoit la prise en charge de la défense et de la sécurité du pays par les autorités américaines. En contrepartie, les Palaos autorisent un accès libre à leurs eaux et à leur espace aérien et bénéficient d'un accès sans visa au territoire américain pour leurs ressortissants²².

Le quatrième scénario serait celui **d'une prise de contrôle du Groenland par la force.** Néanmoins, ce scénario semble irréaliste en considération des conséquences géopolitiques que cela impliquerait. Nuuk n'est pas Caracas et Washington ne peut pas se permettre de violer la souveraineté d'un État allié. Selon les mots de Mette Frederiksen, si les États-Unis d'Amérique prennent le Groenland par la force, l'OTAN serait terminée et les liens transatlantiques brisés.

²² Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2025). *Présentation de la République des Palaos*. France Diplomatie - Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

Enfin, le quatrième scénario serait celui d'une coopération sécuritaire approfondie entre Washington et Copenhague dans laquelle le Groenland resterait sous souveraineté danoise. En d'autres mots, cela impliquerait de réviser l'accord de coopération de 1951 en accordant aux Américains plus de garanties sécuritaires.

UN STRESS-TEST POUR L'ATLANTISME

L'OTAN : VERS UN CHANGEMENT DE NATURE DE L'ALLIANCE TRANSATLANTIQUE

Certes cet épisode groenlandais ne signe pas la fin de l'OTAN mais plutôt une remise en question des liens transatlantiques. L'agressivité américaine au Groenland s'inscrit dans le prolongement des prises de positions critiques de Donald Trump à l'égard de l'OTAN. Depuis son premier mandat, il accuse les alliés otaniens de profiter du parapluie sécuritaire américain. Ainsi, **Trump leur a imposé de contribuer à hauteur de 5 % du PIB mais aussi d'acheter du matériel militaire américain pour soutenir l'Ukraine.** Si jusqu'à présent les Européens pouvaient se montrer compréhensifs à l'égard des demandes de Trump, la menace d'annexer le Groenland est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Car la confiance des capitales européennes à l'égard de Washington est brisée et cela s'est fait ressentir à la conférence de Munich sur la sécurité dans la mesure où le futur du Vieux Continent est de plus en plus envisagé sans le grand frère américain.

L'épisode groenlandais révèle aussi la vision trumpiste de l'OTAN. Pour les ténors du mouvement MAGA, **l'OTAN est utile lorsqu'elle sert les intérêts américains, comme lors du bombardement de la Yougoslavie en 1999.** Mais lorsque l'OTAN n'est pas alignée sur les intérêts américains, alors c'est un boulet dont il faut se débarrasser. En ce sens, l'OTAN est comparable au pacte de Varsovie lors de la guerre froide, dans la mesure où il s'agissait d'une alliance qui permettait à Moscou de mieux contrôler les pays satellites d'Europe de l'Est, comme l'illustre la doctrine Brejnev : « Quand des forces hostiles au socialisme cherchent à faire dévier des pays socialistes vers le

capitalisme, cela devient un problème, non seulement de la nation intéressée, mais un problème commun à tous les pays socialistes²³ ».

Bien que les armées américaines n'aient pas envahi le Groenland, rien que de faire planer la menace a engendré une mutation de la relation entre les pays de l'OTAN et Washington.

CAPACITES EUROPEENNES A ASSUMER SA PROPRE SECURITE

La remise en question du rôle des États-Unis au sein de l'OTAN implique un état des lieux sur les capacités européennes à pouvoir se défendre avec un minimum de soutien américain. Ainsi, qu'un rééquilibrage des rôles s'impose avec une Europe indépendante en matière de défense.

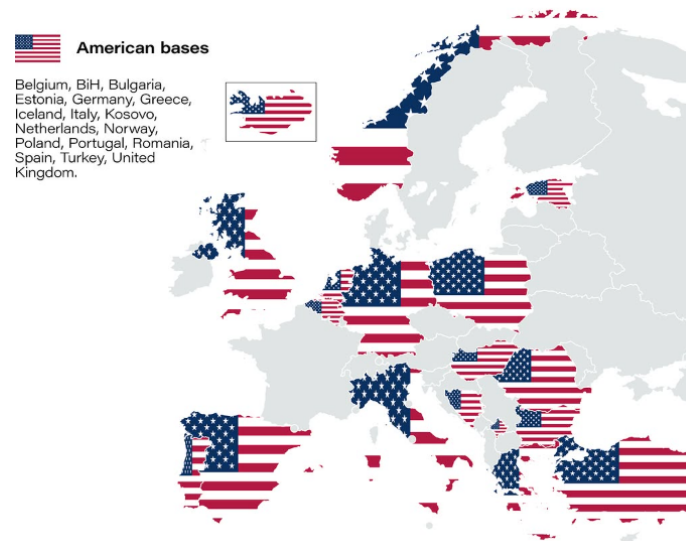
Cette volonté américaine se traduit par un possible retrait à venir des Américains du commandement allié des forces interarmées (JFC), basé à Naples (sud de l'Italie) et centré sur les opérations dans le sud de la zone euro-atlantique. Il en laisserait le commandement à l'Italie. *Idem* pour la base de Norfolk dont les États-Unis ambitionnent de laisser le commandement à la Grande-Bretagne²⁴.

²³ Gonin, J. (2009). Mort d'un totalitarisme. *Le Figaro*.

²⁴ Chapleau, P. (2026). Otan: les États-Unis renonceraient à deux commandements opérationnels (JFC). Ouest France.

American bases

European countries where American bases are located



Source: Brilliant Maps (2025)

Les Européens ont également pris des initiatives de leur côté, comme l'illustre leur volonté de dépenser 5 % du PIB dans la défense d'ici 2035, mais aussi d'organiser des exercices militaires avec l'opération *Arctic Endurance* au Groenland. L'objectif étant également de montrer aux Américains que les Européens prennent au sérieux la question de la sécurité en Arctique. Par conséquent, les Européens, anticipent une OTAN « avec moins d'Amérique » en s'organisant autour d'un pilier européen au sein de l'organisation transatlantique²⁵. Toutefois, à ce jour, l'Europe reste dépendante des États-Unis pour certaines technologies clés comme l'électronique, les semi-conducteurs, les drones, etc. Cependant, des initiatives comme ELSA (*European Long-range Strike Approach*), lancée en février 2026 par la France, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, la Suède et le Royaume-Uni, visent à combler ces lacunes en coordonnant les investissements et en développant des capacités de frappe longue portée européennes²⁶.

²⁵ *La France participera à l'Opération Arctic Endurance au Groenland - Ministre | La France au Royaume-Uni.* (2026).

²⁶ *Europe's missile renaissance.* (2025). IISS.

L'ÉPISODE GROENLANDAIS : L'UE FACE À LA RÉALITÉ DES ÉTATS-PUISSANCES

Le dossier groenlandais n'est pas clos et l'avenir nous en dira davantage. En revanche, ce qui est clos, ce sont 80 ans de relations transatlantiques bâties depuis 1945 en Europe. En effet, dans un entretien au New York Times, Mette Frederiksen affirme en personne qu'elle ne sait pas combien de temps les États-Unis resteront un allié fiable²⁷. Ainsi, la seule certitude est celle de relations transatlantiques affaiblies. Néanmoins, ce divorce américain vis-à-vis du partenaire américain était prévisible quand on se penche sur les 250 ans d'histoire des États-Unis d'Amérique. Les relations transatlantiques sont schizophréniques depuis la déclaration d'indépendance de 1776.

Les États-Unis d'Amérique se sont formés par opposition à l'Europe, d'abord à travers la révolution américaine où 13 colonies se sont détachées de la couronne britannique. L'esprit du pays s'est aussi formé en opposition à l'Europe. Les premiers pères pèlerins sur le Mayflower étaient des protestants qui avaient échoué à réformer l'église anglicane. Par la suite, se sont succédés des vagues de minorités religieuses ou politiques qui étaient persécutées en Europe et pour qui le Nouveau Monde incarnait une nouvelle vie.

Ainsi, la politique étrangère américaine est l'émanation d'un fond culturel qui s'est construit par opposition à l'Europe. Le XX^e siècle nous l'illustre : **en l'espace de 50 ans, entre 1900 et 1950, la politique étrangère américaine a oscillé entre interventionnisme et isolationnisme**. Par conséquent, la politique étrangère de Donald Trump n'est en rien une nouveauté dans l'histoire des États-Unis d'Amérique, elle en est au contraire la suite logique. C'est au contraire l'illusion européenne que nous étions de la fin de l'histoire selon laquelle l'Europe allait jouir des dividendes de la paix qui est illogique.

²⁷ Tankersley, J. (2026). Denmark's Leader Isn't Sure How Long America Will Be an Ally. The New York Times.

Comme le disait le général de Gaulle : « *Toutes les doctrines, toutes les écoles, toutes les révoltes, n'ont qu'un temps.* »

Ainsi, l'épisode groenlandais incarne une véritable piqure de rappel et un stress-test pour les Européens : ils vont devoir à l'avenir assumer leurs intérêts stratégiques de manière autonome et vivre dans un monde où les États n'ont pas d'alliés mais que des intérêts.

CONCLUSION

En conclusion, nous avons analysé l'intérêt que suscite le Groenland auprès des puissances mondiales. Cet intérêt est motivé pour des raisons de positionnement stratégique, de routes maritimes, de défense et d'extractions de matières premières. En ce sens, **l'intérêt de Donald Trump au Groenland est de sécuriser ces atouts pour ne pas laisser le champ libre aux Russes et aux Chinois**. Nous avons également décrypté en quoi cette diplomatie trumpiste s'intègre dans une logique du retour de la doctrine Monroe, étant la volonté de Washington de contrôler son étranger proche.

Bien qu'aucun accord ait à ce jour été signé entre Washington, Nuuk et Copenhague, cette crise diplomatique groenlandaise aura durablement impacté les relations transatlantiques. Elle aura sorti les Européens de leur torpeur : dans le nouveau monde multipolaire qui se dessine, on doit se méfier de ses ennemis mais également de ses alliés. Encore une fois, le général de Gaulle semblait être prophétique à l'égard de l'attitude américaine : ***“La vérité, c'est que les Américains finiront par se faire détester par tout le monde”***²⁸.

Par **Sean Scull**, géopolitologue, essayiste et chargé d'études Etats-Unis au Millénaire.

Clémentine Cécillon, analyste international au Millénaire.

Crédit photo : [The Greenland flag in the capital Nuk, Greenland](#), [GRID-Arendal](#), via Flickr sous license CC BY-NC-SA 2.0.

²⁸ Charles de Gaulle — Libertas | Citations. (2026).



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*